

André Bercoff : «la primaire ouverte, piège à cons»



[Vox Politique \(http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/\)](http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/) | Par [André Bercoff \(#figp-author\)](#)

Publié le 01/06/2015 à 18h36

FIGAROVOX/TRIBUNE - Alain Juppé a déclaré ce dimanche qu'il ne participerait pas à la primaire des Républicains si celle-ci n'était pas ouverte au centre. André Bercoff s'insurge contre cette pratique électorale qui trouble le jeu politique.

André Bercoff est journaliste et écrivain. Son dernier livre Bernard Tapie, Marine Le Pen, la France et Moi est paru le 9 octobre 2014 chez First.

Ces excellents Républicains -puisqu'il faut les appeler par leur nouveau nom- se réjouissent en chœur de leur prochaine primaire «ouverte». Inaugurée par le PS qui, comme chacun sait, se pose toujours à l'avant-garde en matière de démocratie, cette pratique fait désormais force de loi. L'élection présidentielle fut, depuis sa fondation, l'alpha et l'omega de la Vème République. Je vous parle d'un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître, où les natural born leaders s'imposaient d'eux-mêmes à leurs formations respectives, sans que nulle contestation, intrigue de palais ou manœuvre dilatoire, ne viennent entacher leur

résistible ascension. A l'époque, la primaire, c'était, en toute cartésienne logique, le premier tour, où les Français éliminaient, avant le second, où ils choisissaient ou reconduisaient leur monarque républicain.

S'il s'agit d'un homme ou d'une femme qui doit conduire son parti à la victoire, ne faut-il point, en toute équité, que ce soit uniquement et exclusivement les adhérents dudit parti qui aient leur mot à dire?

Les mots avaient donc un sens. Jusqu'à ce qu'un esprit, aimablement pervers, invente la primaire «ouverte»: les partis politiques n'étant plus ce qu'ils étaient, et la ferveur militante ayant pris quelques coups dans l'aile suite à la soi-disant désaffection du peuple, il importerait de faire voter le maximum de Français pour désigner le candidat de telle ou telle formation à la prochaine élection au sommet de l'État. Quelques esprits simples et basiques essayèrent de faire preuve de bon sens: s'il s'agit d'un homme ou d'une femme qui doit conduire son parti à la victoire, ne faut-il point, en toute équité, que ce soit uniquement et exclusivement les adhérents dudit parti qui aient leur mot à dire? Après tout, ceux qui cotisent régulièrement, qui organisent et assistent aux meetings, qui collent les affiches, qui entretiennent les permanences, qui vont, qu'il pleuve ou qu'il vente, arpenter marchés et préaux, trottoirs et immeubles, afin de porter la bonne parole électorale, ne sont-ce pas ces vaillants laboureurs du quotidien qui devraient avoir le privilège de choisir?

Eh bien non. En vue des élections de 2007, il fut décidé, du côté de la rue de Solferino, que toute personne qui paierait une somme modique et qui adhérerait à une profession de foi aussi vague que possible, aurait, du jour au lendemain, le même droit qu'un militant encarté depuis dix ou vingt ans. Il suffit donc, pour troubler le jeu, le déformer ou l'enjoliver, que je verse quelques euros, signe un texte dont je n'ai que faire, pour choisir le candidat de l'un des partis de gouvernement.

Pareille démarche irradie le triomphe de la postmodernité: tout se vaut, tout est l'équivalent de tout.

Pareille démarche irradie le triomphe de la postmodernité: tout se vaut, tout est l'équivalent de tout. L'on objectera que les sympathisants de droite iront naturellement voter pour leur camp et que ceux de gauche feront de même. Hypocrite naïveté des professionnels de la profession. Et si des dizaines, voire des centaines de milliers de citoyens ont envie de troubler le jeu en votant pour un candidat qu'ils sont persuadés de voir perdre face l' élu de leur cœur? Et si d'habiles stratèges s'emploient, pour les mêmes raisons, à troubler massivement le jeu? Même si cette éventualité n'est pas la plus probable, il reste que cette démarche de primaire «ouverte» est une faute. Pis: une insulte à tous ceux pour qui l'engagement politique est autre chose qu'un aller-retour, tous les cinq ans, au bureau de vote. En mai 1968, les gauchistes criaient: «élections, piège à cons». Il semble que ce slogan soit devenu contagieux et en dise long sur la décomposition avancée d'idéaux politiques devenus marques de fabrique.



André Bercoff